

ACTUALITÉ LOCALE

Dans la tête des militants, les sa

SOCIAL

Que pensent les militants syndicaux des mobilisations autour des salaires qui durent depuis plusieurs semaines ? À la sortie de la manifestation du jeudi 10 octobre et autour d'une pizza à l'Union locale CGT des quartiers Sud de Marseille, ils témoignent de fins de mois difficiles.

À l'entrée de l'Union locale (UL) CGT des quartiers Sud de Marseille, au cœur du quartier de Mazargues, deux affiches donnent le ton : « *La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat* » et « *Ils nous ruinent avec leurs guerres, arrêtons-les* ». Et au sein du local syndical, l'ambiance est chaleureuse. « *Vous avez déjà commandé les pizzas ?* », demande Guillaume Algrin, le secrétaire de l'organisation, à la dizaine de militants présents.

Après la manifestation du matin, il a filé tout droit à son UL pour un repas « *entre camarades* » avant une après-midi de travaux syndicaux. Militant aguerri, il juge que la mobili-

sation du jour était globalement une réussite, Fred, qui travaille au conseil régional Paca, est également de son avis. « *Je n'ai pas forcément vu les mêmes fêtes qu'avant. Ça veut dire que, en plus des secteurs classiques souvent mobilisés, d'autres personnes se sentent concernées et raccrochent le wagon* », développe le militant CGT. Le wagon qu'il évoque est évidemment le cycle de mobilisations pour une hausse générale des revenus enclenché par la CGT depuis plusieurs semaines. Sa compagne, Estelle, est sympathisante CGT et ancienne Gilet jaune, elle l'a accompagné lors de la mobilisation du jour. Pour elle, pas de doute, si les gens se mobilisent c'est bien par besoin et nécessité. « *Tu fais le plein d'essence et tu as vite compris ! Tu fais les courses, c'est pareil. Et pourtant je suis adepte de Lidl !* », commente-t-elle. Même si elle garde le sourire, la situation qu'elle vit n'est pas moins complexe financièrement.

Pas de résignation

Actuellement en formation pour devenir aide-soignante, elle est à la croisée de plusieurs problématiques que bon nombre de travailleurs connaissent : « *Je suis au chômage mais j'ai droit à aucune aide pour ma formation. Forcément qu'ils manquent de bras dans la santé, ils n'aident pas !* », explique-t-elle.

Estelle a pourtant des années d'expérience dans ce milieu mais a voulu devenir aide-soignante pour de meilleures conditions de travail. Après des années en poste dans des structures de l'action sociale, elle a « *fait de l'intérim pendant des mois* » avant de prendre le chemin de la formation. « *Heureusement que je n'ai pas des enfants à charge, sinon je ne m'en sortirais pas* », conclut-elle.

« 35% d'augmentation des salaires, c'est ce dont on a besoin pour rattraper l'inflation ! »

Benjamin Rabbiat, CGT Urssaf

Les pizzas arrivent, tout comme d'autres salariés de secteurs divers : la santé, l'énergie et même le commerce. L'Union locale se remplit et les discussions vont bon train. « *Presque toutes les caissières ont débrayé !* », se félicite deux travailleuses du Monoprix du rond-point du Prado (lire ci-contre). « *Ça commence à prendre chez vous* », répond

Guillaume Algrin.

Si le mouvement prend effectivement dans bon nombre d'endroits, reste que les mobilisations autour des salaires sont loin d'être aussi massives que celles contre la réforme des retraites. Comment expliquer cette différence ? « *Il y a forme de résignation chez certains* », répond, entre deux parts de pizzas, Benjamin Rabbiat, qui travaille à l'Urssaf. Une résignation qui fait paradoxalement face à une perte de sens dans nombre de métiers dont le sien : « *Les gens voient qu'ils ne font pas du bon boulot. Je travaille au contentieux, on répond 6 mois après les demandes.* »

À la perte de sens s'ajoutent un salaire bas et un glissement des tâches. « *Personnellement je gagne à peine plus que le Smic, alors que, vu les tâches qu'on réalise, on devrait gagner bien plus* », développe-t-il. Avant de pointer « *le gel des salaires* » que lui et ses collègues ont connu pendant de nombreuses années en plus du manque d'effectifs dû aux départs non remplacés. « *L'an dernier, on a demandé 35% d'augmentation des salaires, c'est ce dont on a besoin pour rattraper l'inflation !* », dénonce-t-il. Le mot de la fin plein de sagesse vient de Vittorio Caligiuri également militant à la CGT : « *C'est quand le contexte est difficile que l'on avance.* »

Amaury Baqué



Manifestations : retour en images



Toulon



PHOTOS THIERRY TURPIN



Marseille

PHOTOS A.B.



Avignon



PHOTOS FLORENT DE CORBIEN

Salaires mais pas que



Après la manifestation du matin, les militants de l'UL des quartiers Sud se sont retrouvés afin d'échanger sur la situation sociale dans le pays. PHOTO A.B.

Et aussi

Free n'a pas la fibre sociale

En grève jeudi devant le centre d'appels de Marseille Certicall Free de l'avenue Cantini, les salariés demandent un peu plus que 20 euros d'augmentation accordés par leur direction sur leurs salaires. Ils s'étaient déjà mobilisés les 18 et 27 octobre et d'autres débrayages ont été organisés dans différentes filiales de Free. Le salaire moyen d'un téléconseiller est d'environ 1 400 euros. Pour gagner un peu plus, il leur faut en permanence courir après des primes de rendement toujours plus difficiles à atteindre. Pour autant, la santé financière du groupe Iliad, propriétaire de Xavier Niel, est florissante avec plus de deux milliards de CA au premier semestre 2022 en France.

Grève suivie chez Lidl

Les salariés du dépôt Lidl des Arcs-sur-Argens ont planté le piquet de grève jeudi, profitant de la journée d'action pour réclamer une hausse des salaires et de meilleures conditions de travail. Le mouvement a été particulièrement suivi dans le magasin de Toulon Deville mais également au dépôt qui comptait entre « 100 et 150 grévistes », selon la CGT.

Fin de grève chez Korian

Après six jours de grève, les salariés de l'Ehpad Korian Rives d'Estérel ont repris le travail jeudi, consentant à attendre que l'établissement accueille 85 résidents pour embaucher deux soignants. Un ASH à temps partiel devrait être recruté d'ici là.



Une journée de formation était organisée jeudi par le syndicat enseignant pour construire une riposte à un projet politique inégalitaire qui cloisonne les jeunes. PHOTO DR

Contre une réforme qui va au-delà des lycées pro

ÉDUCATION

Après Parcoursup et la réforme Blanquer du Bac, c'est aux lycées d'enseignement professionnel que le gouvernement s'attaque. Les syndicats Snuép et Snes de la FSU appellent le 17 novembre à une mobilisation contre cette nouvelle étape vers « une société inégalitaire ».

trumentalise les lycéens : « Il veut mettre ces jeunes le plus vite possible au boulot sur des secteurs d'activité en tension. Il s'agit de lier au patronat la main-d'œuvre immédiate, mal payée, mal traitée, dont il a besoin. »

Du temps pour les élèves

Plus de temps en stage en entreprise, c'est moins de temps en cours. Or « en entreprise un lycéen est bien souvent formé à une seule mission, le changement de pare-brise, ou le pneu, dans la filière automobile, par exemple. Quand il entre sur le marché du travail son champ d'application est limité, sans outils pour évoluer en entreprise », argumente Sigrid Gérardin. « Nous avons besoin de temps à consacrer à nos élèves pour les faire réussir. Et aussi d'une diversité des méthodes pédagogiques. Or ces réformes nous enlèvent tout ça », précise son confrère Gwenaël Le Paih, secrétaire général adjoint du Snes-FSU, qui craint que cette sectorisation des élèves, « avec l'élite d'un côté, les spécialisés de l'autre, pousse l'enseignement vers la construction d'une société inégalitaire. Et les effets vont aussi arriver sur les collègues. »

Jeudi, les syndicats avaient réuni les équipes pédagogiques au lycée Artaud à Marseille « pour travailler à des contre-propositions pour la réussite de tous dans le public », raconte Marion Chopinet pour le Snes-FSU Aix-Marseille. M.G.

Au Prado, les caissières de Monop' débrayent

Dès 7 heures du matin, salariés du Monoprix du rond-point du Prado et soutiens de l'Union locale Marseille Sud étaient sur le piquet de grève devant le magasin.

Si à ce moment, le mouvement n'est pas massif, quasiment l'ensemble des salariés, et notamment les caissières, vont débrayer plus tard dans la matinée, au moment où il y aura le plus de clients tant la coupe est pleine. « Aujourd'hui, on nous traite comme des moins que rien alors que nous étions en première ligne pendant le Covid », dénonce Stella Benedetti, déléguée syndicale du magasin marseillais. Tract et pétition en main, l'action a pour but d'alerter sur la situation des salariés de l'entreprise n'accorde que des miettes aux salariés. « Seulement 29% des salariés ont vu une augmentation de salaire suite aux dernières négociations annuelles obligatoires (NAO) », explique Stella



Les salariés mobilisés et leurs soutiens. PHOTO A.B.

Benedetti. Avant de développer : « Tout le monde se donne, les salariés n'en peuvent plus, il y a des résultats mais rien n'est fait. »

Baisse des effectifs

Et il n'y a pas que le salaire qui inquiète ces travailleurs de la grande distribution. « On est passé à 18 caisses automatiques, du coup les caissières se

retrouvent à aider à la livraison, font les rayons », poursuit la déléguée.

Elle pointe là un glissement des tâches et une « polyvalence » difficile à vivre et à mettre en œuvre. Aussi dans le viseur : la baisse du nombre de salariés, passant de « 213 à 150 » avec une réduction drastique du nombre de CDD. A.B.